

ASSOCIATION VILLA DU PARC

Association Loi 1901

12 rue de Genève
74100 ANNEMASSE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

ASSOCIATION VILLA DU PARC

Association Loi 1901

12 rue de Genève

74100 ANNEMASSE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée générale,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association VILLA DU PARC, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Président et dans les autres documents adressés aux Adhérents de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.



VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre ;

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 5 juin 2024

Le commissaire aux comptes
Fidexor

Thibault CHALVIN
Associé

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
ACTIF				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Autres immob. incorporelles / Avances et acompt	6 016,44	3 624,77	2 391,67	
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Autres immobilisations corporelles	21 638,79	10 409,62	11 229,17	11 846,24
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	27 655,23	14 034,39	13 620,84	11 846,24
Stocks				
Produits intermédiaires et finis	24 363,63	15 478,80	8 884,83	8 921,99
Marchandises	1 802,82		1 802,82	1 802,82
Créances				
Usagers et comptes rattachés	1 330,00		1 330,00	12 935,65
Autres créances	77 056,00		77 056,00	64 794,57
Divers				
Disponibilités	196 239,87		196 239,87	144 306,58
Charges constatées d'avance	13 552,91		13 552,91	15 107,07
ACTIF CIRCULANT	314 345,23	15 478,80	298 866,43	247 868,68
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	342 000,46	29 513,19	312 487,27	259 714,92

Bilan

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
PASSIF		
Fonds associatifs sans droit de reprise	178 274,35	148 716,59
RESULTAT DE L'EXERCICE	8 914,36	29 557,76
Subventions d'investissement	19 991,55	
FONDS PROPRES	207 180,26	178 274,35
Fonds associatifs avec droit de reprise		
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Fonds dédiés sur subventions	48 727,67	33 500,00
FONDS DEDIES	48 727,67	33 500,00
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 444,75	18 897,47
Dettes fiscales et sociales	29 954,59	16 107,10
Autres dettes	180,00	
Produits constatés d'avance		12 936,00
DETTES	56 579,34	47 940,57
ECARTS DE CONVERSION		
TOTAL DU PASSIF	312 487,27	259 714,92

Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services	4 084,00	3 565,00
Ventes de biens	49,00	50,00
Ventes de prestations services	4 035,00	3 515,00
Produits de tiers financeurs	425 930,75	367 174,80
Concours publics et subventions d'exploitation	425 930,75	367 174,80
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	15 884,80	15 729,72
Utilisation des fonds dédiés	12 772,33	27 000,00
Autres produits	30 012,75	11 307,98
Total I	488 684,63	424 777,50
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		676,01
Autres achats et charges externes	241 443,90	179 094,97
Impôts, taxes et versements assimilés	6 059,96	4 902,02
Salaires et traitements	143 771,82	117 628,03
Charges sociales	44 697,00	41 836,09
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	17 607,35	17 308,10
Reports en fonds dédiés	28 000,00	33 500,00
Autres charges	22,58	74,23
Total II	481 602,61	395 019,45
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	7 082,02	29 758,05
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	2 310,62	469,59
Différences positives de change	7,84	3,64
Total III	2 318,46	473,23
CHARGES FINANCIERES		
Total IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	2 318,46	473,23
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	9 400,48	30 231,28
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	17,10	75,91
Reprises provisions, dép., et transferts de charge	8,45	
Total V	25,55	75,91
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	330,67	749,43
Total VI	330,67	749,43
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-305,12	-673,52
Impôts sur les bénéfices (VIII)	181,00	
Total des produits (I + III + V)	491 028,64	425 326,64
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII)	482 114,28	395 768,88
EXCEDENT OU DEFICIT	8 914,36	29 557,76
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Prestations en nature	205 788,00	65 409,00
Bénévolat	10 064,13	8 535,00

Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois
TOTAL	215 852,13	73 944,00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATU		
Mise à disposition gratuite	205 788,00	65 409,00
Personnel bénévole	10 064,13	8 535,00
TOTAL	215 852,13	73 944,00

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : ASS VILLA DU PARC

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 312 487 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 8 914 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 11/05/2024 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de Commerce et les règles et méthodes comptables découlant du règlement ANC 2014-03 et de ses textes modificatifs relatifs à la réécriture du plan comptable général, en particulier 2016-07.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Disponibilités : les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Effectif moyen de l'exercice: 3.59 personnes

Rémunération des commissaires aux comptes:

Commissaire aux compte titulaire

Honoraires de certification des comptes: 3618 euros

Honoraires des autres services: 0 euros

Descriptif de l'objet social de l'associations:

La mission de la Villa du Parc est de contribuer au développement de l'art contemporain, à sa diffusion et à la sensibilisation du public sous toutes ses formes.

Centre d'Art contemporain, la Villa du Parc est un lieu de culture vivante qui poursuit les objectifs suivants:

- la diffusion de l'art contemporain via l'organisation de 4 à 5 expositions d'art contemporain par an, présentant les oeuvres d'artistes français et internationaux émergents et/ou reconnus, à la Villa du Parc et/ou hors les murs;
- le soutien financier et/ou technique à la production d'oeuvres nouvelles dans le cadre de chaque exposition;
- la sensibilisation des publics scolaires et du tout public à l'histoire et à l'actualité de l'art contemporain via tout programme de médiation visant à approfondir savoir et connaissances en matière d'art contemporain et à favoriser la formation d'un sens et d'une intelligence critiques;
- le conseil et l'expertise pour étudier et conduire, à la demande et sous l'autorité de la Ville d'Annemasse, le projet de constitution d'un patrimoine municipal d'art contemporain, notamment en terme d'art public;
- le développement des partenariats au niveau local, régional et transfrontalier.

Régime fiscal de l'association:

Association à but non lucratif dont la gestion est désintéressé.

Oeuvres de la collection Villa du Parc

La collection d'oeuvres de la Villa du Parc, constituée par des dons d'artistes, a été comptabilisée au registre des immobilisations à l'actif du bilan. Chaque pièce a été évaluée à l'euro symbolique puisque la collection n'a pas été constituée dans un but spéculatif.

Mise à disposition des locaux

Les frais inhérents à la mise à disposition gratuite des locaux par la Ville d'Annemasse (valeur locative et charges), sont détaillées en transfert de charges dans le rapport financier.

Notes sur les retraites

Engagements de retraite

La convention collective de l'association prévoit une indemnité de départ à la retraite égale à l'indemnité de licenciement conventionnelle pour motif personnel et calculée dans les mêmes conditions.

L'association n'a pas signé d'accord particulier.

L'association n'a pas constaté ses engagements sous forme de provision.

Suivi fonds dédiés villa du parc

VILLA DU PARC SUIVI DES FONDS DEDIES

DESIGNATION	EXERCICE DE MISE			RETOUR FONDS	
	EN PLACE	AU 01/01/2023	DEPENSES 2023	ASSOCIATIF	AU 31/12/2023
MENG REPORT CONSEIL LEMAN	2021	3 000,00	608,33	-	2 391,67
INVESTISSEMENT ARCHIVES IOP	2021	3 000,00	-	2 000,00	1 000,00
LEYKAUF CO-EDITION+TRADUCTION	2022	2 500,00	2 243,00	257,00	-
PENAFIEL	2022	2 000,00	-	-	2 000,00
LLOBET	2022	2 000,00	1 517,00	483,00	-
EDITION COMMANDE TEXTE AIMEE	2022	7 000,00	1 664,00	-	5 336,00
FACADE VILLA DU PARC 2021	2022	10 000,00	-	-	10 000,00
DALL'AVA ARBRE DU PARC	2022	2 000,00	-	2 000,00	-
GIRAUDET FIN PROD RESIDENCE	2022	2 000,00	-	2 000,00	-
EDITION CHEMIN DE CRETE	2023	-	-	-	15 000,00
CRECHE RESIDENCE	2023	-	-	-	10 000,00
CRECHE FORMATION	2023	-	-	-	3 000,00
		33 500,00	6 032,33	6 740,00	48 727,67

Notes sur l'actif immobilisé

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Valeurs brutes				
Immobilisations incorporelles	3 016	3 000		6 016
Immobilisations corporelles	20 736	903		21 639
Immobilisations financières				
Total	23 752	3 903		27 655
Amortissements & provisions :				
Immobilisations incorporelles	3 016	608		3 625
Immobilisations corporelles	8 889	1 520		10 410
Immobilisations financières				
Total	11 906	2 129		14 034
ACTIF NET				13 621

Annexes Villa du Parc 2023

ASSOCIATION VILLA DU PARC

CHARGES A PAYER**EURO**

Du 01/01/2023 au 31/12/2023			
COMPTES CREDIT	DESIGNATION COMPTES	COMPTES DEBIT	MONTANT TTC
4081	FOURNISSEURS-FACTURES		
	NON PARVENUES		
	FIDEXOR	622600	3 618,00
	FRAIS POSTAUX	626000	66,71
	EXPOSITION 1		3 201,82
	EXPOSITION 4		7 002,23
	RESIDENCE BUTOR	604070/604050	323,89
	DROITS FACADE	622610	1 500,00
	REEDITION CATALOGUE ICONOGRAPHIE	622610	1 000,00
			16 712,65
16884	INTERETS COURUS		
			-
4282	DETTES PROVISIONNEES POUR		
	CONGES A PAYER		
	CONGES A PAYER	642000	5 781,35
4286	PERSONNEL AUTRES CHARGES A PAYER		
			-
			-
4386	ORGANISMES SOCIAUX		
	CHARGES A PAYER		
	CHARGES SUR CONGES A PAYER	645000	2 764,49
	URSSAF LIMOUSIN	622610	9,00
			2 773,49
4486	ETAT CHARGES A PAYER		
	PROV TAXE HABITATION 2023	635130	3 273,00
448633	UNIFORMATION	633300	2 077,40
			5 350,40
4686	DIVERS CHARGES A PAYER		
			-
			-
5186	INTERETS COURUS A PAYER		
			-
			-
4686	DIVERS CHARGES A PAYER		
			-
4198	CLIENTS AVOIR A ETABLIR		
	AVOIR ADHESIONS	706003	60,00
			-
			-
			60,00

Cabinet Saint-Alaudy & Quelvennec

Annexes Villa du Parc 2023

ASSOCIATION VILLA DU PARC

PRODUITS A RECEVOIR EURO

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

LIBELLE DES COMPTES	NUMEROS DE COMPTES	MONTANT
ETAT PRODUITS A RECEVOIR	441005/44870	
		-
		-
ORG SOC, PRODUITS A RECEVOIR	43870	
BANQUE, PRODUITS A RECEVOIR	51870	
DIVERS, PRODUITS A RECEVOIR	46870	
REMBOURSEMENT UNIFORMATION	791000	406,00
FOURNISSEURS AVOIR A RECEVOIR	40980	
CLIENTS FACTURES A ETABLIR	41810	
FACTURES ADHESIONS / VENTES	706003/707001	120,00
		526,00

Cabinet Saint-Alaudy & Quelvennec

ASSOCIATION VILLA DU PARC

EURO

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

[illegible]

Cabinet Saint-Alaudy & Quelvennec

Annexes Villa du Parc 2023

ASSOCIATION VILLA DU PARC

DETAIL DES EMPRUNTS

EURO

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

DESIGNATION	CAPITAL RESTANT DU AU DEBUT DE L'EXERCICE	EMPRUNT SOUSCRIT AU COURS DE L'EXERCICE	VERSEMENTS ECHUS PDT EXERCICE			CAPITAL RESTANT DU CLOTURE EXERCICE			
			TOTAL	CAPITAL	INTERETS	TOTAL	A - 1 AN	>1AN <5ANS	A + 5 ANS
NEANT									
TOTAUX	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Cabinet Saint-Alaudy & Quelvennec

ASSOCIATION VILLA DU PARC

DETAIL DES LOCATIONS LONGUE DUREE

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

NATURE	LOYERS TOTAUX	LOYERS PAYES AVANT LE DEBUT DE L'EXERCICE	REMBOURSEMENT OU ANNULATION	LOYERS PAYES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	LOYERS A PAYER				VALEUR RESIDUELLE
					TOTAL	< 1 an	1 an à 5 ans	au delà	
COPIEUR	4 725,00	4 005,00	1 080,00	5 085,00	1 080,00	1 080,00	-	-	-
TOTAUX	4 725,00	4 005,00	1 080,00	5 085,00	1 080,00	1 080,00	-	-	-

Cabinet Saint-Alaudy & Quelvennec

Etat des créances

ETAT DES CREANCES

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 330	1 330	
Autres	77 056	77 056	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	13 553	13 553	
Total	91 939	91 939	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

ETAT DES DETTES

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine				
– à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 445	26 445		
Dettes fiscales et sociales	29 955	29 955		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	180	180		
Produits constatés d'avance				
Total	56 579	56 579		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

VILLA DU PARC
Association Loi 1901

12 rue de Genève
74100 ANNEMASSE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

ASSOCIATION VILLA DU PARC

Association de Loi 1901

12 rue de Genève
74100 ANNEMASSE**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Aux adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Lyon, le 5 juin 2024

Le commissaire aux comptes
Fidexor**Thibault CHALVIN**
Associé